

*Impôt sur le revenu—Loi*

Je le répète, un des résultats du programme a été que les majorations des règlements salariaux ont été abaissées d'une moyenne de 17 p. 100 en 1975 à environ 7 p. 100 à l'heure actuelle. Le programme anti-inflation a contribué à atténuer sensiblement la situation concurrentielle au Canada. Il convient également de noter les chiffres relatifs à la productivité. Nous avons constaté une expansion de 40 p. 100 depuis 10 ans, ce qui est bien supérieur au taux atteint aux États-Unis, un pays qui nous est souvent cité en exemple. Voilà qui indique que notre performance a été considérablement meilleure que celle de nos voisins du sud. Bien sûr, notre économie a certains points faibles mais l'important c'est que les Canadiens, sous le régime du gouvernement actuel, n'ont pas perdu leur volonté de travailler et qu'ils profitent des fruits de leurs œuvres.

C'est finalement cette façon positive de percevoir le problème que les électeurs canadiens préféreront aux prochaines élections. Cette liste contient beaucoup d'autres réalisations et j'en parlerai plus tard.

De 1969 à 1976, le revenu moyen des Canadiens a accusé une augmentation réelle de 25 p. 100. Le revenu utilisable par personne a augmenté de 118 p. 100 au cours de cette période, c'est-à-dire depuis le régime Trudeau. Le revenu utilisable réel par personne, c'est-à-dire le salaire après le calcul de l'inflation et d'autres facteurs connexes, a augmenté de près de 52 p. 100, soit de plus que le double de l'augmentation survenue aux États-Unis. Même lorsque le calcul est basé sur le nombre de travailleurs, le revenu utilisable par travailleur a augmenté de 23 p. 100 au Canada comparativement à une augmentation de 12.3 p. 100 aux États-Unis. Monsieur l'Orateur, les députés de l'opposition ne parlent jamais de ces chiffres. Pourtant, les Canadiens devraient en entendre parler. Nous espérons que les media se chargeront de les leur faire connaître.

La conclusion saute aux yeux. Grâce à la coopération—du gouvernement fédéral et des provinces, du secteur public et du secteur privé—nous avons tenu tête à l'inflation et à la crise économique mondiale, non sans effort mais avec plus de bonheur que la plupart des autres pays. Les Canadiens ont non seulement maintenu leur développement, mais leur situation est meilleure qu'elle ne l'était il y a dix, cinq ou même un an. Au cours de ces dix dernières années, le nombre des Canadiens vivant sous le seuil de la pauvreté a été réduit spectaculairement à moins de la moitié de ce qu'il était en 1968 lorsque l'actuel premier ministre (M. Trudeau) a accédé à la direction de notre parti. Il ne s'agit pas là, monsieur l'Orateur, de prétentions sans fondement. Ce n'est pas là se nourrir d'illusions de la part des députés siégeant de ce côté-ci. Ce sont des faits, et j'estime important de les consigner au compte rendu.

Il y a tant d'exemples à évoquer pour accentuer l'aspect positif de la situation qu'il me faut choisir. Mon préopinant a parlé de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques. Je me demande s'il se rend compte qu'entre 1973 et 1976, période où la crise a été la plus aiguë, le Canada s'est classé au troisième rang pour son taux de croissance parmi les pays occidentaux, ce qui n'est pas un si mauvais résultat en période difficile. L'OCDE a prévu que le rendement de l'économie canadienne dépassera à nouveau celui de pays tels l'Allemagne. Nous connaissons de meilleurs résultats que la France et la Grande-Bretagne, mais traînerons un peu derrière les États-Unis et le Japon. L'OCDE rapporte ensuite que seul le Japon dépassera le Canada au chapitre de

la croissance économique réelle et que nous aurons le taux d'inflation le plus bas après le Japon et l'Allemagne.

Mais ce n'est malheureusement pas ce que l'on entend de l'autre côté de la Chambre. Et bien souvent ce n'est pas non plus ainsi que les media présentent les choses, sauf quelques chroniqueurs sérieux qui font très souvent l'éloge dans les journaux des réalisations de notre gouvernement. Inutile de dire que les députés d'en face ne lisent pas ces articles—je doute même qu'ils aillent plus loin que les titres. Chaque matin, ils se concentrent sur les articles défavorables afin de préparer leur plus important programme de la journée, entre deux et trois heures.

Selon les plus récentes statistiques publiées par l'OCDE, le Canada, avec un revenu par habitant de \$8,400, arrive au troisième rang parmi les grands pays industrialisés du monde. Les États-Unis arrivent en quatrième place avec \$500 de moins. Là encore, il ne s'agit pas de vœux pieux ou de spéculation, mais de faits rapportés par un organisme indépendant. Voilà qui tranche sur les discours insensés et terrifiants des hordes de l'opposition.

Monsieur l'Orateur, je termine mon exposé par une description sommaire de quelques-uns des domaines où nous avons peut-être moins bien réussi. Nous sommes-nous peut-être tellement préoccupés de bien administrer le pays, en voyant loin et en apportant des solutions concrètes à nos problèmes, que nous en avons oublié de bien faire connaître nos réalisations. Si c'est là notre seul échec, voilà qui est tout à notre honneur. Nous avons fait du bon travail, mais peut-être avons-nous été peu habiles à expliquer à la population la portée de nos réalisations. Il va sans dire que nous ne saurions compter sur les gens d'en face pour le faire à notre place. Nous connaissons trop bien leurs propos ténébreux et funestes, et nous sommes plus que jamais conscients de la valeur de nos réalisations et de la nécessité d'accroître nos efforts, dans les prochaines semaines, pour répandre notre message dans toutes les régions de notre grand pays.

Voici quelques faits que je tiens à signaler. Actuellement, plus de Canadiens sont au travail que jamais dans le passé. Voilà un fait important et rassurant. Le pourcentage de Canadiens qui travaillent est plus élevé qu'il ne l'a jamais été.

**Une voix:** Que faites-vous des chômeurs?

**M. Martin:** Nous y voilà, monsieur l'Orateur. Je parlais des Canadiens au travail, soit environ 90 p. 100 de notre population active, et on me demande: «Que faites-vous des chômeurs?» Bien sûr que nous nous intéressons au sort des chômeurs. Pourquoi avons-nous un programme d'assurance-chômage? Pourquoi le gouvernement a-t-il sans cesse révisé ce programme pour le rendre plus adéquat, sinon parce que nous nous intéressons au sort des chômeurs? Mais nous nous intéressons également au sort des 92 p. 100 ou plus de Canadiens qui détiennent un emploi, car, à nos yeux, leur sort est tout aussi important.

Jamais les revenus ne se sont autant accrus. Jamais le revenu réel n'a été aussi élevé. Jamais le revenu moyen n'a été aussi élevé. Jamais on a créé autant d'emplois annuellement dans notre pays. Plus d'étudiants cherchent à travailler. La famille moyenne comprend plus de personnes qui travaillent que jamais auparavant. Certes, nous pouvons souhaiter faire mieux. Notre but est de nous améliorer sans cesse.